REVUE TRIMESTRIELLE

TREIZIÈME VOLUME.

Quatrième année. — Tome premier.

LA RELIGION NATURELLE.
LA COUR DE JEANNE ET DE WENCESLAS ET LES ARTS EN BRABANT.
LA PREMIÈRE INVASION DE LA BELGIQUE PAR LOUIS XIV.
N. COMHAIRE. — CORBEILLE DE ROGNURES. — LA DÉMOCRATIE,
LE DROIT DE PROPRIÉTÉ ET LE LIBRE ÉCHANGE. — POÉSIES.
ÉTUDE HISTORIQUE SUR LES TRIBUNAUX MILITAIRES EN BELGIQUE.
LA CONTROVERSE SUR L'ORIGINE DES WALLONS.
LE RÉGNE DE GUILLAUME I^{er} EN BELGIQUE.
LA NAISSANCE DE CHARLEMAGNE ET LA PATRIE DES CARLOVINGIENS.
HORACE À QUINCTIUS. — LA VEILLÉE. — FABLES.
L'HIRONDELLE. — SHAKSPEARE ET M. PONSARD.
CHRONIQUE DES CONFÉRENCES. — CRITIQUE LITTÉRAIRE.

BRUXELLES,

HENRI SAMUEL, IMPRIMEUR-ÉDITEUR,

RUE DES SECOURS, 7.

1837.

LE RÈGNE DE GUILLAUME I^{er}

EN BELGIQUE.

Après un quart de siècle, il doit être intéressant de jeter un coup d'œil sur le règne de Guillaume I^{er}, sur le caractère, les projets, les luttes de ce prince, et sur les prétentions et la sincérité des partis qui l'ont combattu.

La tâche que lui avait imposée la diplomatie était des plus difficiles. Il s'agissait d'opérer la fusion de deux peuples jadis unis, conservant encore une grande affinité de caractères, de mœurs, mais séparés par trois siècles de vicissitudes, par la religion et par des préventions nationales; de deux peuples dont l'un, numériquement le plus faible, l'emportait sur l'autre par une émancipation déjà ancienne, une civilisation avancée, un passé des plus glorieux, mais avait aussi tous les préjugés qu'on trouve chez les peuples placés dans une position isolée ou insulaire.

En présence de deux nations dont les destinées avaient été si différentes depuis trois siècles, la pensée

qui devait naturellement dominer le roi, était celle d'élever la Belgique, réduite à une prostration des plus désastreuses par le despotisme de Philippe II et le régime théocratique, au niveau du peuple hollandais, au niveau des idées dominantes de l'époque, et de la soustraire aux influences qui l'avaient abaissée au rang des peuples les plus arriérés de l'Europe; il s'agissait, en un mot, de compléter le travail d'émancipation entrepris par la convention, poursuivi par la main de fer de Napoléon I^{er}, et contre lequel Joseph II avait vu briser son pouvoir.

Dans les circonstances où Guillaume I^{er} se trouvait placé, il ne pouvait partager avec personne l'exécution de sa tâche; il avait naturellement à prendre une position d'indépendance vis-à-vis des deux peuples, une sorte de dictature, qui devait le mettre constamment en opposition avec les principes de liberté renfermés dans la constitution. D'autre part, rien ne lui était plus impossible que de s'affranchir complètement des préjugés, des préventions que ses compatriotes nourrissaient contre les Belges, des traditions que lui avait léguées la politique des stadhouders, ses aïeux, alors surtout que des préjugés, des préventions et des traditions analogues se faisaient jour même en Belgique.

Un fait important, que nous signalons en passant, et qui, plus que tout autre chose, démontre les progrès que la civilisation a faits en Belgique depuis un demi-siècle, c'est qu'on peut aujourd'hui s'exprimer, sans réticence, sur le bien comme sur le mal que Joseph II et Guillaume I^{er} ont fait au pays. Tout Belge, ami de sa patrie, ne peut que s'enorgueillir d'un pareil résultat, qui doit le rassurer contre toute réaction vers un passé déplorable. Ce n'est pas en louant outre mesure les peuples, en leur représentant sans cesse leur passé his-

torique sous des couleurs brillantes, flatteuses pour leur amour-propre, qu'on les instruit et qu'on les prémunit contre les malheurs que l'avenir peut leur réserver : c'est en sondant courageusement les plaies qui les ont affligés, et en disant hautement la vérité.

Avant d'entrer en matière, il importe de donner quelques détails biographiques sur le prince qui a régné pendant quinze années sur notre patrie, et qui, malgré des fautes regrettables, a puissamment contribué à réveiller les Belges de leur léthargie séculaire, à leur faire conquérir la position sociale qu'ils occupent aujourd'hui en Europe.

Les caractères des princes jouent un trop grand rôle dans les destinées des États, dans les événements qui les bouleversent périodiquement, pour que l'on ne tienne pas compte des qualités et des défauts de ces princes. Leur vie fait, d'ailleurs, partie du domaine public : il n'est pour eux ni vie privée, ni intérieur domestique.

Dès sa jeunesse, Guillaume I^{er} se distingua par un formalisme, une raideur, qui faisait contraste avec les qualités que possédait son frère Frédéric, jeune prince plein d'espérances et de distinction, lequel, au service d'Autriche, prit part à toutes les guerres de la république, et mourut en Italie, à la fin de la campagne qui se termina par le traité de Campo-Formio, regretté de toute l'armée autrichienne, et en particulier de l'archiduc Charles dont il était l'ami intime.

Dans le printemps de 1794, le jeune Guillaume se trouvait à la tête du contingent hollandais faisant partie de l'armée des alliés, en Belgique. Son quartier-général était à Nivelles, où il existait une abbaye des Dames nobles. Les principaux officiers y trouvèrent un accueil des plus séduisants; le prince s'y éprit si vivement de

la jeune et spirituelle comtesse de R..., depuis comtesse V. d. B., que son père le stadhouder crut convenable de le rappeler en Hollande. On sait qu'il fut de sa destinée de terminer sa vie dans une union avec une autre comtesse belge, Madame d'Oultremont.

A la fin de l'année 1794, la république Batave condamna à l'exil le prince Guillaume et sa famille; et, chose curieuse, ce fut Van Maanen qui proposa à l'assemblée législative la déchéance de la Maison d'Orange, en employant la même formule dont se servit trente-six ans plus tard, M. A. Rodenbach, dans le congrès belge. On sait que Van Maanen, qui exerça une si grande influence sur Guillaume, provoqua une seconde fois, par d'autres voies, une proscription non moins douloureuse pour la famille du prince.

Pendant les premières années de son exil, le prince prit successivement du service en Autriche, en Prusse, et courtisa un moment le premier consul Bonaparte, dont il obtint une indemnité en Allemagne. Fait prisonnier à Erfurth, dans la campagne de 1806, il fut, peu après, contraint de chercher un asile en Angleterre, où il vécut dans un état tellement modeste que, lorsqu'en 1813, les députés hollandais vinrent le prier de reprendre la souveraineté de leur pays, ils le trouvèrent logé dans un petit appartement, et forcé de faire un emprunt au gouvernement anglais pour payer ses frais de voyage.

Pendant son long séjour en Angleterre, il demeura dans la retraite la plus profonde, séparé de la princesse, son épouse, et de ses deux fils, dont l'aîné, depuis Guillaume II, servit en Espagne, attaché, comme aide-de-camp, au duc de Wellington. Le prince consacrait alors tous ses loisirs à l'étude de l'économie politique et, en général, des sciences qui ont pour but le bien-être des nations.

L'adversité que sa famille avait subie par suite de la révolution française, avait laissé dans son âme les traces d'une grande irritation contre la France. De retour dans sa patrie, il se trouvait ainsi en communauté de sentiments avec ses compatriotes qui, gardant encore le souvenir tout récent du joug de la France et de la ruine de leur commerce, ne voyaient dans les Belges catholiques ou indifférents en matières religieuses, que des Français détachés de l'empire par la victoire, des papistes ignorants, superstitieux ou voltairiens. Le roi poussait la haine contre la France et contre la langue française jusqu'à éclater parfois en public, lorsqu'un employé ou un officier belge lui adressait la parole en cette langue, en lui demandant rudement s'il ne pouvait s'exprimer dans sa langue maternelle. L'exemple du maître, comme il arrive toujours, fut suivi par la plupart des chefs civils et militaires; on blessa ainsi au vif l'amour-propre des officiers et des soldats belges qui, en rentrant dans leurs foyers, y rapportaient la haine du drapeau hollandais et la faisait partager à leurs concitoyens. Ce fut là une des causes premières et dominantes de la révolution belge; ce fut ce qui, au premier coup de fusil, désorganisa l'armée, et fit sortir de terre des milliers de défenseurs de la cause nationale.

L'âge et la réflexion n'avaient pu modifier le caractère du roi; son formalisme et sa raideur dégénérent en obstination. Rien ne pouvait le détacher d'un dessein une fois conçu. De là, ce penchant à repousser même certains de ses compatriotes, les plus dévoués à sa dynastie, qui se distinguèrent par de grands talents alliés à l'indépendance de caractère, tels que le baron Van der Cappellen, le baron Falck, le comte de Hogendorp, et à s'entourer de conseillers obséquieux, dociles à ses volontés.

Absolu, lorsqu'il s'agissait de l'exécution d'un projet qu'il jugeait, à son point de vue, devoir être utile à l'intérêt général du pays, et qu'il rencontrait une opposition peu éclairée, ou guidée par des préjugés, il était enclin à recourir brusquement, et, par cela même, mal à propos, aux mesures de répression les plus énergiques.

Libéral par le caractère et les idées, il avait la simplicité et l'abord facile d'un chef de république. Dans les audiences qu'il accordait chaque semaine, il recevait et écoutait avec la même bienveillance le paysan et le grand seigneur. Pendant la première période de son règne, il était considéré en Belgique et en Europe comme le souverain le plus éclairé et le plus libéral ; en Hollande, il était vénéré et considéré par le peuple comme un père.

Il faisait profession d'un grand zèle pour la religion protestante et assistait assidûment à tous les services du culte, ce qui lui attira l'attention sympathique de la bourgeoisie de Bruxelles. Il protégeait également tous les autres cultes, et n'accordait toute sa confiance qu'aux hommes qui remplissaient exactement les devoirs de leur religion. Parmi les candidats catholiques aux emplois publics, il préférait ceux qui allaient à la messe, à ceux qui faisaient acte d'indifférence. Il n'était point hostile au catholicisme, mais il désirait, comme Joseph II, la réforme de l'éducation du clergé belge, et voulait qu'elle fût plus en harmonie avec les lumières du siècle.

Sobre, actif, d'une conduite exemplaire dans sa vie privée, il voulait tout voir, tout contrôler par lui-même : les détails l'absorbaient ainsi aux dépens des grandes questions d'intérêt politique, que, souvent, il traitait avec les préjugés de son pays et de sa religion.

Le prince d'Orange, l'héritier du trône, occupe une place trop importante dans cette phase de notre histoire, pour que nous ne lui consacrons pas quelques lignes. Tout jeune encore, il s'était distingué dans l'armée anglaise, en Espagne, par une bravoure dont il donna depuis des preuves multipliées à l'affaire de Quatre-Bras et à la bataille de Waterloo. Agé de vingt-quatre ans, et commandant un des corps de l'armée anglaise, il se fit une réputation parmi les généraux de second ordre. Élevé au milieu de la société anglaise, il contracta de bonne heure des mœurs et des habitudes qui l'éloignèrent, pendant le reste de sa carrière, de celles qui caractérisent ses compatriotes, et l'identifièrent intimement avec les Belges. Chevaleresque, courtois, affable, généreux, il plut tellement aux Français qui se trouvèrent en contact avec lui à la suite de la seconde invasion des alliés, qu'un fort parti fit des démarches pressantes pour l'obtenir comme roi des Français. D'un caractère diamétralement opposé à celui de son père, il se trouva avec lui, depuis l'érection du nouveau royaume, en constante hostilité quant à sa politique, blâmant sa partialité pour les Hollandais, et prenant le parti des Belges. Ne pouvant avoir d'influence sur les actes de son père, il s'éloigna des affaires, et passa sa vie dans les fêtes et les plaisirs. Par l'usage qu'il sut faire de sa fortune, il s'attacha la jeunesse belge, dit M. White, se rendit l'idole des marchands, et un objet d'admiration pour les classes inférieures, qui aimaient à parler de l'éclat de ses fêtes, de la beauté de ses chevaux et de la magnificence de ses équipages.

Le prince Frédéric, élevé en Prusse, avait un caractère tout opposé à celui de son frère aîné, et avait rapporté de sa seconde patrie la haine de la France, le formalisme et la raideur qui distinguent l'aristocratie

militaire de la Prusse. Réserve, flegmatique, prudent, économe, il était l'idole de son père et de la nation hollandaise, dont il représentait le type le plus parfait. Ces qualités, qui le rapprochaient si sympathiquement des Hollandais, l'éloignaient des Belges qu'il considérait comme des Français.

Tels étaient les contrastes que présentaient les caractères des princes et celui du roi appelé à diriger les destinées du nouveau royaume. Toujours animé des meilleures intentions, voulant avec ardeur le bonheur de ses peuples, Guillaume se laissa dominer, à son insu, par des préjugés, par des préventions nationales ; et, méconnaissant le caractère irritable, susceptible des Belges, il exécuta, avec une précipitation irréfléchie, des projets basés sur une politique intelligente, mais dont l'exécution aurait dû être abandonnée au temps.

I.

En 1813, la Hollande mit à profit les désastres éprouvés par les Français à Leipzig, pour se soulever et secouer le joug. Ayant, pour ainsi dire sous la main, tous les éléments d'une administration et d'une armée, que la république batave et le règne de Louis Bonaparte lui avaient légués, elle se constitua spontanément un gouvernement, qui fonctionna, dès l'abord, avec une régularité telle, que le pays semblait, depuis 1796, n'avoir subi aucun changement. On rappella d'Angleterre le fils aîné du dernier stadhouder, et on l'installa sous le titre de prince souverain des Provinces-Unies.

Au mois de janvier 1814, les alliés pénétrèrent en Belgique. Ils y trouvèrent un peuple qui les accueillit, en partie avec transport, en partie avec indifférence.

En général, il était complètement insouciant du sort que les chances de la guerre pouvaient lui réserver. Le clergé et quelques membres isolés de l'aristocratie s'agitèrent beaucoup pour retourner sous la domination de l'Autriche; les nombreux acquéreurs de biens nationaux, formant la nouvelle aristocratie financière et territoriale, désiraient le retour de la domination française pour se soustraire à toute réaction; le peuple, enfin, habitué, depuis vingt-cinq ans à partager les périls et la gloire des armées françaises, persistait à croire que le triomphe des alliés serait de peu de durée, et que les Français ne tarderaient pas à revenir. Tout en se plaignant des souffrances que le régime impérial lui avait infligées, il se disait que ce régime était encore préférable à celui de l'Autriche, dont il se rappelait encore la bastonnade, le système de privilèges, et les couvents disposant, à peu près exclusivement, de la propriété territoriale. Cette division dans les esprits avait étouffé tout sentiment de nationalité. Encore une génération sous la domination de la France, et les populations belges auraient été aussi ignorantes de leur passé historique, que le sont aujourd'hui leurs anciens compatriotes, les habitants des départements du nord de la France.

Les Belges ne sachant ou ne voulant prendre l'initiative pour l'établissement d'un gouvernement provisoire, ce fut le duc de Saxe-Weimar, commandant le corps d'armée d'occupation, et peu après le général autrichien comte de Vincent, qui prirent en main les rênes de l'administration. Ils s'efforcèrent d'organiser une force armée, au moyen d'enrôlements volontaires, dont l'effectif ne dépassa jamais 3,000 hommes. Tout fit défaut au pays, hommes et choses, en ce moment où, mettant à profit les circonstances, on pouvait créer un gouvernement qui aurait donné des garanties pour l'avenir, et

forcé les puissances alliées à tenir compte des droits qu'il aurait fait valoir.

Ce fut au milieu de ces conjonctures, que la diplomatie disposa de la Belgique, comme d'un terrain vague, dépourvu de tout titre de propriété, auquel ne s'intéressait pas même celui qui l'occupait.

Par l'article 6 du traité de Paris, en date du 30 mai 1814, les grandes puissances arrêterent que « *la Hollande recevrait un accroissement de territoire.* » Le traité de Londres du 20 juin 1814 contient une stipulation qui modifia quelque peu ce qu'il y avait de dur pour les Belges dans cet article 6. Il y était dit que « la réunion de la Hollande et de la Belgique serait intime et complète, qu'une protection égale serait accordée à tous les cultes, que les provinces belges seraient convenablement représentées aux états-généraux, et que tous les habitants des Pays-Bas devaient être constitutionnellement assimilés entre eux. » Enfin, comme s'il avait eu le pressentiment de la collision qui surgirait un jour entre les deux peuples, lord Castelreagh, dans la séance de la chambre des communes du 20 mars 1815, voulut atténuer, d'une part, l'orgueil que l'article 6 inspirait aux Hollandais, et, de l'autre, l'humiliation que les Belges en ressentirent. « Cette union, disait-il, n'a pas » été considérée comme une concession à l'Angleterre » ou au prince d'Orange en particulier. On y a vu un » moyen de renforcer l'équilibre de l'Europe. C'est un » royaume puissant par toutes les ressources du sol, du » commerce et de la navigation. Il faut que l'art et la » nature se réunissent pour le mettre en état de résister aux attaques qui pourraient être dirigées contre » lui au nord et à l'ouest, au moins jusqu'à ce que les » autres puissances puissent venir à son secours. »

Ces interprétations ne pouvaient modifier en rien les

idées qu'en Hollande l'article 6 du 30 mai 1814 avait mises au jour : le coup était porté. Guillaume I^{er} et ses compatriotes, dès ce moment, ne considérèrent la Belgique que comme un accroissement de territoire, et toute la politique du nouveau souverain n'eut jamais d'autre base ; il y avait là les germes d'une dissolution, tôt ou tard inévitable, de l'œuvre diplomatique imaginée par l'Angleterre pour mettre fin à tous les embarras que, depuis Louis XIV, la garde des Pays-Bas lui avait suscités.

En conséquence des traités précités, le roi prit militairement possession de la Belgique ; deux corps considérables allèrent occuper Maestricht et Namur, tandis que le restant du pays se trouvait gardé par le corps saxo-prussien aux ordres du duc de Saxe-Weimar.

Une fois la Belgique au pouvoir de ses armes, Guillaume nomma une commission de vingt-quatre membres, moitié Hollandais, moitié Belges, à l'effet de rédiger une constitution, qui fut ensuite soumise aux notables des deux pays. Les notables hollandais votèrent son acceptation à l'unanimité ; sur 1323 notables belges votants, il y eut 796 votes négatifs et 527 votes affirmatifs. Un sixième à peine des notables belges s'étaient présentés au vote. Cette indifférence, dans une circonstance aussi décisive pour les destinées du pays, permet d'apprécier le véritable état de l'esprit public à cette époque ; elle était de mauvais augure pour l'avenir du nouveau royaume ; elle autorisa le roi à penser que la constitution ne serait jamais un obstacle à ses volontés, et ne servirait que d'enseigne à son gouvernement.

En effet, le premier acte important qu'il posât, fut de considérer comme votes affirmatifs, cent vingt-six des votes négatifs portant pour déclaration que leur rejet n'avait rapport qu'aux articles concernant les matières

religieuses. Quant aux six ou sept mille notables qui ne s'étaient pas présentés au vote, il considéra leur abstention comme une adhésion. En conséquence, il promulgua la constitution sans tenir compte des clameurs de quelques ultra-catholiques, prodiguant les épithètes de traître et d'hérétique à ceux qui avaient donné un vote affirmatif, et de quelques libéraux, en petit nombre, qui la désapprouvaient comme incomplète et ne donnant que des garanties illusoire.

L'opposition la plus grave vint des évêques, qui publièrent *un jugement doctrinal sur le serment prescrit par la constitution*, par lequel ils déclaraient « qu'aucun de leurs diocésains ne pouvait, sans trahir les plus chers intérêts de la religion, sans se rendre coupable du plus grand crime, prêter les différents serments prescrits par la constitution, etc. »

Toutes ces clameurs, toute la polémique engagée à ce sujet n'entama, pour ainsi dire, que la surface de la société; mais elles confirmèrent Guillaume I^{er} dans l'opinion que le clergé belge était encore le même que sous Joseph II, qu'il était incorrigible, et qu'il fallait se hâter de prendre des mesures pour l'empêcher d'abuser de son influence, pour travailler à le réformer. Le prince de Broglie, évêque de Gand, s'étant montré parmi les plus récalcitrants, fut traduit en justice, condamné au bannissement, et l'arrêt fut affiché sur un poteau de l'échafaud, sans que l'opinion publique s'en émût beaucoup.

Toute action est soumise à une réaction : c'est ce que le roi Guillaume était appelé à éprouver. Les mesures prises par la république et sous l'empire pour opérer la régénération du pays, allaient subir les conséquences de cette loi de la nature, et cela avec d'autant plus de violence, que la nouvelle dynastie exerçait

moins de prestige sur les populations : l'aristocratie persistait à ne voir dans le roi, qu'un prince dont le grand aïeul avait été leur égal ; au peuple on était parvenu à faire accroire que le roi n'était pas en pleine possession de la souveraineté, qu'il ne pouvait faire exécuter aucun arrêt de mort. Ce fut sous de pareils auspices que le roi Guillaume vit commencer son règne et grandir l'opposition.

Sur ces entrefaites, les états-généraux s'assemblèrent, et les membres des deux fractions du royaume délibérèrent paisiblement sur les projets qu'on leur soumit. La Belgique ne donna, pendant plusieurs années, aucun signe de vie; elle se montrait satisfaite d'un régime fort différent de celui de l'empire, autant par les formes douces, polies, des agents de la police et des administrations publiques, que par les bienfaits naturels dont une paix, venue à la suite de longues guerres, est toujours accompagnée. La bataille de Waterloo, où les deux peuples fraternisèrent, établit un premier lien entre eux; on la fêta annuellement avec enthousiasme. Le retour des relations internationales, l'industrie et le commerce, occupèrent seuls les esprits. De loin en loin, on entendit, comme un écho affaibli, la plainte d'un mécontent, ou d'un utopiste qui voulait devancer et entraîner ses concitoyens encore plongés dans la plus complète indifférence.

II.

Au fond, la constitution était conçue dans un esprit libéral, en harmonie avec l'état social des deux peuples et avec les besoins de l'époque. Pendant les premières années, on se plaisait à la vanter, en Belgique, aux dépens de la constitution octroyée par Louis XVIII. Cepen-

dant les droits qu'elle consacrait étaient rendus illusoi- res par l'absence de responsabilité ministérielle, et par l'arbitraire qu'exerçait impunément le gouvernement à l'aide de la majorité hollandaise : les membres hollandais des états-généraux siégeaient en nombre égal à ceux de la Belgique, quoique la population qu'ils représentaient fût d'un tiers inférieure en nombre à celle des provinces du Midi. Pour tout projet de quelque importance, que le gouvernement désirait faire passer, il trouvait toujours un appoint de transfuges belges, qui se ralliaient à la majorité hollandaise. Toutefois, ce fut à l'ombre de cette constitution que les Belges firent de nouveau l'apprentissage de la liberté, que les anciennes traditions léguées par la *Joyeuse entrée* se ravivèrent dans leur mémoire, et que l'esprit de nationalité se réveilla de la léthargie où l'avaient plongé le régime théocratique d'avant 1790 et le despotisme impérial.

Quoique divisés en catholiques et en libéraux, les députés belges ne tardèrent pas à se rallier, sur le terrain neutre de la nationalité, pour battre en brèche la constitution, en réclamant la responsabilité ministérielle, en combattant les budgets décennaux, qui rendaient impossible la surveillance des dépenses publiques; le syndicat d'amortissement, dont les opérations mystérieuses étaient couvertes d'un voile épais; l'immixtion du gouvernement dans les affaires religieuses, malgré l'esprit d'égalité et de tolérance parfaite avec lequel les articles relatifs aux cultes avaient été rédigés dans la constitution. Ils réclamèrent enfin contre l'absence de l'institution du jury, aboli en 1825, et contre l'amovibilité des juges, amovibilité qui enlevait aux accusés toute garantie d'impartialité dans les procès politiques et de presse.

Il faut l'avouer, la tâche du gouvernement n'était rien

moins que facile. Si l'on eût donné au royaume des Pays-Bas une constitution aussi libérale que celle que la Belgique s'est octroyée à elle-même en 1831, les dissensions les plus sanglantes n'eussent pas tardé d'éclater, non-seulement entre les Hollandais et les Belges, mais aussi entre les Belges catholiques et les Belges libéraux. Tout gouvernement, sauf le despotisme le plus absurde, fût devenu impossible. On en peut juger aujourd'hui par ce qui se passe chez nous, et l'on peut calculer ce qui arriverait si un second 1848 venait à éclater sur nos têtes. Nous le répétons, la tâche du roi était des plus difficiles, des plus compliquées, et réclamait un génie supérieur, dégagé de tout préjugé; elle consistait, avant tout, à opérer la fusion des deux peuples, à créer une grande force morale, homogène, capable de tenir tête à une invasion imprévue de la part de la France, dont la politique traditionnelle tend à obtenir la limite du Rhin : cette politique, c'est l'épée de Damoclès toujours suspendue sur nos têtes. Or, les Belges et les Hollandais étaient divisés à cette époque, comme ils le sont encore, par les principes religieux, par des souvenirs amers prenant leur source dans la révolution du xvi^e siècle, par des intérêts matériels, constituant leurs richesses réciproques, et qu'aucun d'eux ne pouvait ou ne voulait sacrifier : la prospérité de la Hollande reposait sur la liberté commerciale et la navigation, celle de la Belgique sur l'agriculture et une industrie naissante, qui réclamaient la protection et les prohibitions. Concilier ces différents intérêts, apaiser de vieilles rancunes nationales, donner au culte catholique ses apaisements, sans lui permettre d'abuser de son influence pour entraver l'éducation du peuple, éducation qui, dans l'intérêt de la fusion, avait besoin d'être mise au niveau de celle du peuple hollandais,

voilà quel était le seul et unique moyen d'empêcher, pour l'avenir, les dissensions religieuses et politiques : tâche difficile, mais non impossible, comme nous le démontrerons plus tard.

Dès leur union, il s'était élevé entre eux un autre différend non moins gros de difficultés, et qui allait former la principale pierre d'achoppement pour la politique du gouvernement. La Hollande apportait en dot, à la communauté, un groupe de colonies, les plus belles du globe, habitées par dix millions de consommateurs, dont le nombre peut se tripler dans l'avenir, une armée, une marine, des traditions et un personnel diplomatiques et administratifs. En revanche, elle chargeait la communauté d'une dette au capital de plus de quatre milliards de francs.

La Belgique, modeste fiancée, n'apportait à la communauté qu'un riche avenir ; elle était dépourvue de tout élément constitutif de gouvernement ; mais, par compensation, elle ne la chargeait que de la dette austro-belge, au capital de soixante-quatre millions de francs.

Cette différence, entre l'avoir et le doit des deux pays, au moment de leur réunion, fut des plus fatales ; elle disposait en faveur des Hollandais de la grande majorité des emplois dans l'armée et dans l'administration civile, et imprimait à l'une et à l'autre un caractère exclusivement hollandais. Telle est l'origine de l'inégale répartition des emplois entre les deux peuples, l'un des griefs qui souleva le plus de mécontentements en Belgique, parce qu'il rappelait à chaque instant, et de la manière la plus blessante pour l'amour-propre national, le joug de l'étranger.

III.

Une première question, concernant le système financier, préoccupa d'abord le gouvernement. Il s'agissait de faire face, avec des ressources très-restreintes, au paiement régulier des intérêts de la dette, aux dépenses extraordinaires occasionnées par l'invasion française de 1815 et par la reprise de possession des colonies, en même temps qu'aux dépenses normales de l'administration, de l'armée, de la marine et du système de défense.

Pour atteindre à ce but, le gouvernement fut obligé de doubler les impôts perçus, en Belgique, sous la domination française, et d'en créer de nouveaux, tels que la mouture et l'abattage, qui furent on ne peut plus antipathiques aux populations belges; d'avoir recours à la vente des domaines de l'État et à différentes mesures financières, qui donnèrent lieu à des plaintes, à des soupçons injurieux, qu'il eût évités s'il eût agi avec plus de franchise et en soumettant tous ses actes au contrôle de la législature. Malgré l'omnipotence dont le gouvernement se revêtit, malgré une paix continue de quinze années, les déficits s'accrurent d'année en année.

Ainsi, sous le rapport financier, le gouvernement n'atteignit nullement son but, quoiqu'il sût s'affranchir de tout contrôle et obtenir de la législature, au moyen de la majorité hollandaise, toutes les propositions qu'il lui soumit. Ce fut là un des nombreux griefs que les Belges firent valoir, et que l'on exploita avec adresse, en chargeant le roi et son gouvernement de tout l'odieux qu'attire toujours sur la tête des souverains un système fiscal non librement ratifié par les mandataires du peuple.

La question de la fusion était complexe, et des plus difficiles à résoudre et à exécuter pour ne pas blesser l'un des deux peuples, celui qui était condamné à l'absorption. Nous pouvons, aujourd'hui que nous sommes déjà loin de l'époque où les préjugés des Belges et des Hollandais s'entre-choquaient, analyser cette question avec calme : elle nous intéresse à un nouveau titre, car on la reproduit pour chercher à faire prédominer l'élément flamand, qui forme la majorité, sur l'élément wallon, qui constitue la minorité de notre population.

Lorsqu'un peuple est constamment menacé dans son indépendance par un voisin puissant, un gouvernement éclairé s'efforce de donner au peuple menacé des institutions supérieures à celles dont est doté le pays prépondérant; mais, lorsqu'en outre les deux peuples emploient la même langue, possèdent la même religion et la même législation, l'absorption de la puissance la plus faible par la plus forte n'est plus qu'une question de temps, en attendant des circonstances plus ou moins favorables. En ce dernier cas, il ne reste qu'un moyen d'échapper à l'absorption, c'est de changer à la fois de langue, de législation et de religion. C'est là, il faut l'avouer, une tâche herculéenne, devant laquelle Solon reculerait aujourd'hui, surtout dans l'état de civilisation que l'Europe a atteint de nos jours. L'empereur Nicolas a, seul, osé l'entreprendre en Pologne, sans avoir la certitude de réussir. L'Autriche l'a aussi entreprise dans ses États, mais avec toute la circonspection qui caractérise sa politique.

Le roi Guillaume n'a pas reculé non plus devant cette tâche : il l'a abordée de front. Comme préliminaire, il voulut l'introduction immédiate et forcée de la langue hollandaise, ou du bas-allemand, qui était, en effet,

l'idiome de la majorité des populations du royaume des Pays-Bas. En ce qui concerne la religion et la législation, il mit plus de réserves et ne se démasqua jamais tout à fait. Il y a peu de peuples qui ne soient attachés à leur nationalité, à leur indépendance; mais il n'y en a point chez qui l'amour de la patrie ne l'emportât, s'il s'agissait de renoncer, tout d'un coup, à leur langue, à leur religion et à leur législation, qui résumant toute leur nationalité.

D'après ce projet de fusion, la distribution inégale des emplois publics devait donc être érigée en système, au moins pendant les premières générations, car, du moment où ces générations se seraient assimilées à celles de la Hollande, l'injustice devait cesser naturellement.

Pour réformer la religion, il fallait commencer par changer l'éducation du clergé, en la mettant au niveau de celle des laïques, en inspirant au clergé plus de résistance, de liberté et d'originalité, afin de saper l'inflexible discipline de Rome, et de l'arracher à cette domination. Les conséquences de ce système devaient à la longue amener une rupture avec le pape et conséquemment un schisme quelconque. Et comme le monopole de l'enseignement, arme à deux tranchants, pouvait servir à la liberté, tout aussi bien qu'à l'obscurantisme, on ne devait, dans cet ordre d'idées, s'en dessaisir à aucun prix.

Dans ce grand travail de réformation, le roi se heurta contre une coalition formidable : l'intérêt personnel, l'intérêt de caste, l'égoïsme, les préjugés, dominés par l'ancien esprit de nationalité, se ligèrent pour combattre à outrance. L'issue de la lutte n'était pas difficile à prévoir : on fit naufrage en sortant du port.

Si l'on juge le système politique de Guillaume à un

point de vue étroit, si l'on se laisse subjugué par les préventions nationales, ou si l'on croit qu'il eût été de l'intérêt de la Belgique de rentrer sous la domination française, alors on condamnera ce système sans appel. Mais si on l'envisage de plus haut, si on considère l'avenir qui nous était réservé, à nous Belges, formant la majorité dans le premier royaume de second ordre de l'Europe, avec des colonies qui permettaient d'aspirer au rang des grandes puissances, alors, aussi, on conviendra que ce système reposait sur une politique intelligente, ayant en vue le bonheur et la sécurité réciproque des deux peuples.

Le seul reproche, et le plus grave, qu'on puisse adresser à Guillaume, reproche que l'histoire enregistrera dans ses annales, c'est de s'être constamment laissé dominer, dans ce travail d'assimilation, par les préjugés de son pays natal, de s'être suscité bénévolement des difficultés qu'il aurait pu tourner et éviter, d'avoir précipité l'exécution de son œuvre, alors que l'Europe s'agitait convulsivement pour la revendication des mêmes droits que réclamaient les Belges, enfin de s'être servi de la nation hollandaise, numériquement inférieure à la nation belge, comme de l'unique instrument de fusion. Or, la Hollande, par sa position en quelque sorte insulaire, à l'une des extrémités de l'Europe, et par son vivace esprit de nationalité, était, en grande partie, restée étrangère au mouvement des idées qui emportait le monde, et, tout en possédant de grandes qualités, auxquelles nous nous plaignons à rendre hommage, avait conservé et conserve encore les mœurs, l'esprit religieux et jusqu'aux costumes qui la distinguaient il y a trois siècles.

En attendant que l'œuvre de fusion fût achevée, les premières générations belges devaient expier les fautes

des régimes antérieurs qui avaient pesé de tout leur poids sur la Belgique. Si l'esprit qui nous anime aujourd'hui avait dominé en 1814, Guillaume I^{er} aurait été forcé, en exécutant son système, de ménager notre amour-propre national, de nous abandonner à nous-mêmes une part d'exécution dans l'œuvre générale; mais l'absence de tout esprit national, dont nous venions de faire preuve à l'entrée des alliés, l'esprit de division qui régnait parmi nous, l'indifférence que nous avions témoignée au moment du vote de la constitution, l'abaissement intellectuel d'une partie de la population, dont le régime de l'empire n'avait pas eu le temps de relever, tout, en un mot, dut enhardir Guillaume I^{er} à nous traiter comme un peuple conquis, et à prendre à la lettre l'article 6 du traité de Paris.

IV.

Contrairement à toutes les prévisions, les premières années de l'union s'écoulèrent sans provoquer une de ces oppositions qui percent jusqu'aux couches inférieures de la population : tout marcha à souhait, et Guillaume I^{er} dut se convaincre que son projet était susceptible d'exécution. L'érection des universités, des écoles moyennes et des écoles primaires produisit dans les villes et dans les campagnes des résultats remarquables. La liberté de la presse développa les individualités, et ces fortes et solides qualités, que nous tenons de notre position méditerranéenne, au milieu du grand courant des peuples de l'Europe, ainsi que de notre origine germanique. Il faut rendre justice à qui la mérite : c'est à Guillaume I^{er} que revient l'honneur d'avoir formé une génération d'hommes, qui s'est placée au niveau

des générations les plus avancées de son époque, et qui a dépassé toutes celles du continent par son œuvre immortelle — la constitution de 1831, — et par l'exemple de la pratique des libertés publiques. Si le roi fut la victime de ses efforts pour élever la Belgique à la hauteur où l'appelaient ses instincts, c'est qu'il avait entrepris ici une œuvre en quelque sorte au-dessus des forces de l'homme, et que le maître, sous bien des rapports, ne put suivre les progrès rapides de l'élève.

Du reste, malgré tous les efforts faits de part et d'autre pour éviter ou pour atteindre le but, la fusion faisait des progrès, qui n'ont pas échappé à l'observateur attentif, dénué de préjugés et de préventions nationales. La masse des officiers et des employés hollandais, en résidence en Belgique, s'y plaisaient et en préféraient le séjour à celui de la Hollande; de nombreuses familles de rentiers et de pensionnaires venaient successivement s'y établir; des alliances se contractaient entre Belges et Hollandais; des négociants d'Amsterdam et de Rotterdam transféraient leurs maisons de commerce à Anvers; les intérêts industriels et commerciaux se confondaient, toute la jeune génération belge étudiait le hollandais, tandis que les Hollandais, en contact avec les Belges dispersés en Hollande et dans les colonies, étudiaient le français: on apprenait enfin à se connaître et à s'estimer. De plus, ce qui n'étonnera personne, ce fut l'élément belge qui s'assimilait l'élément hollandais, tant par la force absorbante de la langue française, par les modes qui exercent un si grand empire sur les deux sexes, que par cette grande activité innée chez les Belges, et qui les distinguent autant des Hollandais, qu'eux-mêmes, sous ce rapport différent des Français.

En ce qui concernait la prospérité du pays, le déve-

loppement qu'avaient acquis le commerce et l'industrie, amis et ennemis du gouvernement étaient d'accord pour proclamer qu'elle dépassait toutes les espérances. Cette prospérité était due tout entière au roi. Mû par le souvenir de notre passé historique, et de ce qu'il avait observé en Angleterre pendant son exil, il n'était préoccupé que de rendre à la Belgique l'esprit industriel qui la caractérisait il y a trois siècles, et en faisait au moyen âge le foyer des richesses du monde. Il entrait dans ses projets de donner aux Belges, en compensation de ce qu'il leur refusait au point de vue de son système de fusion, tout le bien-être matériel possible. Il les croyait d'ailleurs encore trop arriérés pour leur laisser une plus grande extension des libertés politiques. A ses yeux, on se faisait illusion sur les progrès que l'on croyait avoir faits depuis la domination française, et l'on était toujours prêt à retourner sous le joug du régime théocratique, qui avait eu de si déplorables résultats. En effet, il faut le reconnaître, si, en Belgique, quelques fortes individualités surgissaient au milieu de la masse de la population, cette masse ne pouvait être mise en parallèle avec le peuple hollandais, émancipé depuis trois siècles, et dont la religion, au lieu de s'opposer à la diffusion des lumières, la provoquait au contraire par le libre examen, et dégageait l'homme des ténèbres où la religion catholique semble vouloir le retenir systématiquement. La Hollande, plus avancée, souffrait de cette inégalité intellectuelle; elle se voyait privée des libertés politiques que sa civilisation lui permettait de supporter, et dont elle devait être privée aussi longtemps que la Belgique n'aurait pas atteint le même niveau : à ce sujet l'opinion du roi était partagée par tous ses compatriotes.

Depuis 1790, depuis leur réveil, les Belges ont lutté

et luttent encore contre une difficulté énorme : en entrant dans la grande famille française, ils n'avaient que des notions bien faibles et bien incomplètes de sa langue. Lorsqu'on jette les yeux sur les ouvrages écrits en français, au dernier siècle, par des fonctionnaires ou de hauts magistrats belges, on se croit reculé de deux siècles en deçà du point culminant atteint par les Français à cette époque. La même chose se remarque encore pour le flamand, dont le foyer littéraire était jadis dans nos provinces, lorsqu'on le compare au hollandais. Nous étions de la sorte privés de ce puissant et unique instrument de civilisation, d'une langue nationale. La domination française fut, pour les Belges, un premier pas en avant ; les classes élevées et moyennes firent des progrès sensibles dans la littérature française, tandis que le peuple laissa se corrompre de plus en plus le flamand, que le gouvernement avait, du reste, intérêt à faire disparaître. Après un laps de vingt-cinq ans, le régime hollandais reprit l'autre face de la question, et il fallut oublier le peu de français qu'on avait appris, pour retourner au flamand qu'on avait oublié, ou du moins tellement détérioré qu'on était honteux d'en faire usage en présence des Hollandais. Il est facile de concevoir dans quelle infériorité cet état des choses nous constituait successivement vis-à-vis des Français et des Hollandais. Cependant il est incontestable que, sous tous les rapports, la Belgique avait fait d'immenses progrès sous la domination française : le système d'éducation, introduit à cette époque dans nos provinces, a formé la génération qui s'est élevée si haut avant et pendant la lutte avec Guillaume I^{er}, et qui disparaît aujourd'hui peu à peu.

Sous le rapport religieux, les lumières, en se répandant, avaient effacé bien des superstitions et bien des

préjugés. La bourgeoisie et les habitants de la campagne étaient religieux sans fanatisme. Les cultes des dissidents, celui des juifs, par exemple, que la population n'aurait pas tolérés vingt ans auparavant, étaient respectés ou regardés avec indifférence. La haute bourgeoisie, en possession des biens des couvents, et les classes adonnées aux professions libérales, pratiquaient, en général, l'indifférence en matières religieuses. Quelques familles de la haute aristocratie restaient, seules, fidèles à d'anciennes traditions, et soutenaient le clergé dans son opposition au gouvernement.

Le parti libéral, ou l'aristocratie de l'intelligence et des fortunes récentes, était satisfait, à l'origine, des tendances constitutionnelles du gouvernement et de ses efforts en faveur de l'industrie et du commerce. Il ne demandait qu'à rester en possession de la langue française, introduite en Belgique sous les ducs de Bourgogne, et devenue la langue exclusive des affaires depuis la domination française : il ne se plaignait que de l'inégale répartition des emplois publics.

Le peuple prenait sa large part au banquet de la prospérité générale; il se moralisait par un travail largement rétribué, qui lui procurait l'aisance et le bien-être; ses enfants recevaient une éducation saine et morale dans des écoles dont l'organisation sert encore aujourd'hui de modèle à tous les peuples. Le soldat, seul, rapportait la haine du gouvernement dans le foyer domestique; mieux soigné, mieux payé qu'en France, mieux nourri, sauf en ce qui concernait la ration du pain, réduite à la consommation qui suffisait au soldat hollandais, il était démoralisé par une discipline minutieuse, tracassière, par la crainte que lui inspirait la bastonnade, dont on n'abusait pourtant pas, enfin par la composition des cadres, remplis en trop grande ma-

jeurité de Hollandais dont les formes, souvent dures et grossières, lui rappelaient trop le joug de l'étranger. Joseph II, quoique Allemand, comprenait mieux les instincts des Belges, lorsqu'il mandait à son général, commandant en Belgique, peu avant la révolution brabançonne : « Les Belges ne sont pas des Allemands, ils se rapprochent des Français ; modifiez la discipline, adaptez-la à leur caractère, à leurs mœurs. »

Enfin, le régime hollandais introduisit un grand élément de civilisation dans la population des villes : l'établissement des sociétés particulières. Les cabarets et les estaminets, fréquentés par la bourgeoisie et une grande partie de la noblesse, pêle-mêle, furent abandonnés à la petite bourgeoisie et au peuple.

D'autre part, les Hollandais, profitant de la prospérité générale, triomphaient avec orgueil de la suprématie qu'ils exerçaient dans le royaume des Pays-Bas. En possession exclusive de toutes les dignités de l'État, et en outre de quatre cinquièmes des emplois dans l'armée et l'administration, mettant leur empreinte nationale dans les uniformes de l'armée, dans toutes les institutions, dans tous les actes du gouvernement, dégrévés d'une grande partie de l'énorme dette nationale, qui était tombée à la charge de la Belgique, ayant enfin pour roi un compatriote, la personnification complète de leur caractère, résumant en lui toutes leurs qualités et tous leurs défauts, — il leur eût été bien difficile de ne pas être satisfaits d'un pareil ordre de choses.

Ce fut au milieu de ce mouvement de progrès général, dont Guillaume I^{er} pouvait, à juste titre, être fier, qu'il persista, avec toute la raideur de son caractère, à précipiter son œuvre de fusion, et à l'appuyer par des me-

sures qui parurent d'autant plus arbitraires que l'esprit public se formait davantage à la pratique de la liberté, et que les lumières se répandaient dans toutes les classes de la population.

Ce même mouvement de progrès avait produit sur le clergé l'impression la plus profonde ; c'en était fait de son influence, si l'on n'avisait à un moyen suprême. Seul, livré à lui-même, il se sentait incapable d'enrayer le mouvement. Et c'est en ce moment, vers 1828, que le roi, ébloui par ses succès, et se croyant dorénavant maître de la position, eut la malencontreuse idée d'imposer la langue hollandaise aux tribunaux, aux notaires, à toutes les administrations de la Belgique, auxquels, jusque-là, on avait laissé la liberté de se servir du français. Cette mesure, mise à exécution sans délai, ruinait du coup toutes les personnes attachées à la magistrature et au barreau, et indisposait toute la population wallonne, réduite à avoir constamment recours à des interprètes pour comprendre les actes les plus importants de la vie ; ce fait inqualifiable produisit dans tout le pays une fermentation générale qui eût dû l'ébranler, si ses habitudes le lui eussent permis. Le clergé tressaillit de joie : au moment même où il se croyait perdu sans retour, l'introduction forcée de la langue hollandaise devenait pour lui une ancre de salut. Il se métamorphosa, il devint plus libéral que les libéraux, il se fit démagogue, il inscrivit, enfin, sur son drapeau cette belle utopie de la révolution : *la liberté en tout et pour tous!* La devise servit d'amorce pour rallier les libéraux qui, de concert avec le clergé, formèrent *l'union*, ce faisceau de toutes les forces vives du pays. De commun accord, on organisa un système d'agitation qui, un jour, sous le drapeau de la nationalité renaissante, devait soulever toute la

population belge, et renverser l'édifice élevé par la diplomatie.

Le roi resta un moment inébranlable sous le coup qui le menaçait. Se trompant sur la force et l'influence du parti libéral, s'exagérant au contraire celles du clergé, il crut rompre l'union en faisant une concession à ce dernier : il se décida à conclure avec Rome un concordat depuis longtemps différé.

Cette concession, accordée dans l'espoir de ramener le clergé à des sentiments plus pacifiques, ne fit, au contraire, que l'enhardir ; ce fut ce parti qui, le premier, organisa l'agitation dans les campagnes, et poussa la population à pétitionner en masse pour la retraite du monopole de l'enseignement et des impôts sur la mouture et sur l'abattage. Nous ne citerons qu'un trait pour démontrer combien il dut être facile au clergé d'égarer et de soulever les campagnards, qui pourtant recevaient leur part de la prospérité générale, et ce fait, c'est que le lendemain de la révolution, dans plusieurs districts, ils se ruèrent comme des sauvages sur les édifices où l'on donnait l'enseignement, et les démolirent de fond en comble.

En face de cette agitation toujours croissante, le gouvernement se montra d'une faiblesse, d'une indécision incroyable, et ne trouva, dans son arsenal, qu'une seule arme pour se défendre : la presse, qu'il aurait pu bâillonner, et qui finit, comme on devait le prévoir, par l'abattre. Ne trouvant pas d'interprètes de sa pensée assez habiles parmi les Hollandais, il eut recours à des écrivains français, proscrits de leur pays, et les mit à la tête de la rédaction de quelques journaux, en les engageant à harceler, sans trêve ni repos, les unionistes et le clergé en particulier. Le thème à développer leur présentait des avantages que ne possédait pas l'opposi-

tion : des prêtres catholiques se faisant libéraux, parjurant leurs doctrines éternelles, immuables, poussant les populations à la révolte et se liguant avec des apôtres de la philosophie, des voltairiens, des hommes reniant Dieu et leur roi ; puis des libéraux, qu'on tournait en ridicule en les comparant aux Van Eupen, aux Van der Noot de la révolution de 1788, les dupes ou les soutiens intéressés du clergé. Mais bientôt, franchissant ces limites, les mêmes écrivains s'attaquèrent à la masse entière de la nation, et portèrent à son amour-propre des blessures cruelles, qui, peu après, provoquèrent des représailles sanglantes, et rendirent toute réconciliation impossible entre cette nation et la dynastie d'Orange.

On ne comprend pas comment le roi et ses hommes d'État aient pu se laisser entraîner ainsi par des passions que nous pouvons appeler vulgaires, et qui les abaissaient au rang des instruments qu'ils employaient. En déversant les injures les plus violentes et les plus basses sur tout un peuple, on finit par pousser dans l'opposition jusqu'aux partisans du gouvernement, et cette masse flottante d'âmes paisibles qui, partout et toujours, ne demandent qu'à vivre en paix.

L'opposition, on le conçoit, ne resta pas en arrière ; elle fit assaut de violences, d'injures, et alla jusqu'à attaquer la personne du roi, dont la popularité, jusquelà bien assise, fut peu à peu ébranlée. Cette lutte à outrance l'étonna ; il se décida à faire quelques concessions, qui amenèrent un moment de calme relatif. Nous en trouvons la preuve dans une correspondance entre le gouverneur du Brabant et le directeur de la police, correspondance abandonnée à la maison de ville de Bruxelles au moment de la révolution. Dans l'intérêt de l'histoire nous en donnons ici une copie textuelle.

*Le conseiller d'État, gouverneur du Brabant méridional, au référendaire chargé de la direction de la police à Bruxelles.
(Cabinet très-secret.)*

Bruxelles, le 4 décembre 1829.

« L'espèce de fermentation qu'on cherche à faire naître dans quelques parties de la province, soit par des articles de journaux, soit en appelant les habitants à signer des pétitions aux états-généraux, me font désirer de votre part quelques renseignements confidentiels et pour moi seul, sur le véritable état des choses.

» Je vous serai donc extrêmement obligé, Monsieur, de vouloir bien m'informer d'une manière exacte et positive, mais succincte, de ce qui se passe à cet égard dans votre ville; quel en est l'esprit public, quels sont les sentiments réels de la population envers le gouvernement, quelle est véritablement l'expression qu'a fait naître ces derniers jours le projet sur l'instruction publique; enfin quelle est franchement votre pensée (de vous à moi) sur les moyens les plus propres à calmer et à faire cesser cet esprit d'agitation.

» *Le conseiller d'État, gouverneur.*

» Signé : VAN DER FOSSE. »

Rapport du référendaire au conseil d'État, chargé de la direction de la police à Bruxelles, au conseiller d'État, gouverneur du Brabant méridional.

Bruxelles, le 12 décembre 1829.

« En réponse à la dépêche de Votre Excellence, en date du 4 de ce mois, j'ai l'honneur de l'informer qu'il n'est pas à nier qu'il règne un esprit de fermentation dans les parties de la province hors de Bruxelles, et qu'on y travaille avec activité pour faire naître cet esprit, que le clergé catholique est à la tête de toutes ces manœuvres, et que les journaux de l'opposition, surtout ceux qui s'impriment à Bruxelles, trouvent dans le plat pays de plus en plus des lecteurs, que surtout le nom-

bre des abonnés au *Courrier des Pays-Bas* y a considérablement augmenté ; mais cette lecture et les efforts des ecclésiastiques pour faire signer des pétitions à Bruxelles, ne sont jusqu'à présent que des objets de conversation, où se disent beaucoup de choses qui sont oubliées un quart d'heure après.

» Dans le plat pays, on ne connaît que la mouture comme un grief ; aux autres on n'attache aucun prix.

» La ville de Bruxelles se distingue avantageusement. Les classes commerçantes et industrielles sentent tout ce qu'elles doivent au gouvernement actuel. Depuis plusieurs années les lumières y ont fait de grands progrès.

» Le barreau de Bruxelles, qui montrait autrefois une si forte opposition, paraît s'être détaché des libéraux depuis leur union avec les catholiques, et paraît être content des projets récents du code.

» Les personnes qui attachent quelque importance à un concordat, se trouvent satisfaites des concessions faites par le gouvernement, et de l'exécution définitive de cette convention.

» Il ne reste donc que l'introduction forcée de la langue nationale et le monopole de l'enseignement comme deux prétendus sujets de griefs. Le premier chagrine beaucoup de monde, par les nombreux inconvénients auxquels il donne fréquemment lieu, et quant à l'autre, on se consolait dans l'attente d'une bonne loi sur l'instruction publique.

» Les sentiments réels de la population étaient donc, à la fin de novembre, malgré les clabauderies des journaux unionistes, remplis de confiance dans le gouvernement. Cependant il faut convenir que par les attaques que les feuilles avaient osé diriger contre la personne auguste du roi, la popularité de Sa Majesté en avait souffert.

» Quant au projet de loi sur l'instruction publique, les honnêtes gens approuvent l'exigence des *brevets de capacité*, mais désirent qu'une commission composée de gens à talents soit nommée pour juger des capacités, et que des protestants ne fussent pas appelés à juger du mérite des catholiques.

» Votre Excellence par sa susdite dépêche me charge de lui faire connaître personnellement ma pensée sur les moyens les

plus propres à calmer et à faire cesser l'esprit d'agitation dont il s'agit.

» Je pense donc que pour parvenir à ce but, le gouvernement ferait bien d'accorder une concession pour la langue française. C'est le seul point général de mécontentement, mécontentement qui existe plus particulièrement dans la classe élevée, classe qui par son accointance avec le clergé influe plus ou moins sur toutes les autres classes de la société.

» 1° Que l'on devrait retrancher du modèle des avis sur les demandes d'emplois et la conduite religieuse, parce que celui qui sollicite une place et qui connaît ce modèle, fréquente, pour avoir une note favorable, assidûment les églises, et tombe insensiblement plus ou moins sous l'influence des prêtres.

» 2° Que pour punir ceux qui se sont mis en opposition avec le gouvernement en signant les pétitions, il devrait en être fait mention, lorsqu'ils seraient dans le cas de demander une faveur du gouvernement, dans les renseignements que la police serait chargée de donner sur leur compte, et à cet effet la liste devrait être adressée à MM. les directeurs de la police.

» 3° Que les instituteurs qui ont fait signer les pétitions par leurs élèves soient remplacés de même que les bourgmestres, échevins et autres fonctionnaires publics qui auraient pris part au pétitionnement.

» 4° Que les évêques devraient empêcher les prêtres de se mêler soit directement ou indirectement, des affaires temporelles, et au lieu de prêcher la révolte comme ils le font, ils devraient prêcher l'amour et l'obéissance que tout sujet doit à son souverain, et je retirerais aussi tous subsides ou gratifications à ceux d'entre eux qui auraient pétitionné.

» *Le Référendaire,*

» DE KNYFF DE GONTREUIL. »

Extraits de notes émanées d'agents secrets, lesquelles ont servi à la rédaction du rapport précédent.

« Pour ce qui regarde les ministres, on en veut beaucoup à M. Van Maanen pour sa haine contre la langue française, mais

on admire sa fermeté, ses talents, et l'on fait l'éloge de son amour de sa justice.

» Quant à M. Van Gobbelschroy, on commence à oublier sa fameuse lettre à l'archevêque de Malines et son interprétation du concordat; on lui reproche d'avoir des sentiments irréligieux, mais on ajoute qu'il peut néanmoins être un bon ministre. On s'occupe fort peu du ministre des finances, et sans les journaux en ne se serait jamais occupé des budgets. Tel était l'état de l'esprit public, lorsque les feuilles unionistes annoncèrent que la loi sur l'instruction publique serait détestable. D'abord, on n'y ajoutait pas grande foi, mais lorsque le projet de loi parut, partout des cris se sont élevés. Ce ne sont pas seulement les feuilles de l'opposition qui blâment *les brevets de capacité*, mais tous les honnêtes gens, aussi éloignés de la bigoterie que de l'indifférence pour leur religion, voient dans cette exigence du pouvoir le but manifeste d'exclure les Belges et les catholiques de toutes les places d'instituteurs à l'avantage des Hollandais et des protestants. On est d'autant plus irrité qu'on s'attendait à une loi qui aurait satisfait à tous les besoins. Depuis ce moment, une grande altération s'est opérée dans l'opinion publique, et comme on soutient que le roi fait tout, c'est à Sa Majesté qu'on en veut. »

« *Le Belge* insinue aujourd'hui que M. le gouverneur de cette province aurait promis la même place à tous les députés provinciaux pour les rendre favorables aux vues du gouvernement lors des élections...

» La grande masse des habitants éclairés de Bruxelles, plusieurs même de ceux qui appartiennent au parti archi-catholique, se sont récriés contre les attaques inconvenantes que les journaux de l'opposition se sont permises contre la personne du roi. On a entendu déclarer, à plusieurs reprises, avec indignation, que c'était abuser de la liberté de la presse, que cette licence compromettait le gouvernement constitutionnel, et qu'il fallait absolument avoir recours à des mesures répressives contre de tels abus... »

Cette correspondance constate que le gouvernement avait cédé sur tous les points, excepté sur l'introduction forcée de la langue hollandaise et sur le monopole de l'enseignement, et que le ministre Van Maanen se faisait détester à cause de la haine qu'il témoignait contre la langue française. Cette haine se traduisait en une formule généralement adoptée dans l'armée et dans l'administration, et conçue en ces termes : « Tu manges le » pain de la Hollande, donc tu dois en parler la langue. » Un tel langage n'a pas besoin de commentaires ; il portait des blessures qu'aucun remède ne pouvait guérir. Mais, d'autre part, le roi fit, vers la même époque, dans l'armée, de grandes promotions, dans lesquelles on accorda une large part aux Belges.

Si, en ce moment, le roi eût pu se contenir et abandonner la polémique engagée à outrance, l'agitation aurait cessé faute d'aliments et le calme se serait bientôt rétabli. Il eût été aussi de bonne politique de renvoyer le ministre Van Maanen, celui de ses conseillers qui passait pour être l'âme de toutes les mesures arbitraires prises pendant son règne. Mais il craignit de montrer de la faiblesse, et, se conduisant comme un homme privé, d'un caractère honnête et droit, il crut indigne de lui de sacrifier un individu qui n'avait fait que suivre ses inspirations personnelles. Arrêtons-nous, un moment, à ce personnage, qui occupera dans notre histoire une place importante auprès de son maître, comme Granvelle auprès de Philippe II.

Van Maanen avait été envoyé, en 1794, à l'assemblée législative de la république Batave, par le parti démocratique. Il s'y était fait remarquer par des talents réels, et par sa motion d'exclure à perpétuité la famille de Nassau-Orange de la souveraineté en Hollande. Il servit successivement sous tous les régimes, la républi-

que, la royauté éphémère de Louis-Napoléon et le despotisme de l'empire. Véritable caméléon politique, il eût dû être haï de Guillaume I^{er}, qui se l'attacha, au contraire, tout d'abord, par calcul sans doute, se servit de son expérience, et finit par en faire son conseiller le plus intime. Voulant, comme tous les rénégats, se faire pardonner son passé, Van Maanen adopta avec exagération les idées, les projets, les passions de son maître, et contribua le plus à sa perte. La présence de Van Maanen au pouvoir fut l'unique grief que les Hollandais partageassent avec les Belges.

V.

Nous venons de voir quelle était la situation morale au commencement de décembre 1829. Le calme renaissait peu à peu dans les esprits; la popularité du roi n'était encore que faiblement entamée. Seuls, les meneurs des partis et les journalistes, jetant leurs regards au delà de l'horizon borné des griefs, craignirent de voir le gouvernement reprendre son ascendant et leurs projets échouer. Ce fut en ce moment que le roi eut la malheureuse idée de faire acte d'énergie et de sévérité. Il lança son fameux message du 11 décembre 1829, qu'on peut considérer comme l'équivalent des ordonnances de Charles X, quant aux résultats dont il fut suivi. Dans cette pièce, il assumait la responsabilité de tous ses actes, responsabilité que le public aimait encore à rejeter sur ses ministres; il s'y plaignait, d'un ton hautain et acerbe, de la fermentation qui régnait en Belgique, et donnait à entendre qu'il persisterait avec persévérance dans la voie politique où il se trouvait engagé. Un passage surtout de ce document produisit la plus fâcheuse impres-

sion : il y parlait des droits de sa maison, comme aurait pu le faire le monarque le plus absolu.

La presse saisit cette occasion avec avidité, comme une mine à exploiter. On rappela au roi qu'il était issu d'une famille élevée, par la révolution du xvi^e siècle, au rang des maisons souveraines, et dont le chef avait vu mettre sa tête à prix pour s'être soulevé contre Philippe II, et s'être fait l'organe des mêmes griefs dont les Belges lui réclamaient aujourd'hui le redressement. Le roi, plein d'indignation, au lieu de laisser passer inaperçues des injures qui ne pouvaient l'atteindre, attisa le feu de la polémique ; les journalistes du gouvernement se montrèrent plus hostiles que jamais, et à leur tête se trouva un certain Libri-Bagnano, qui avait été, à ce que l'on prétendait, flétri par la justice de son pays. C'était le plus violent de tous : attaqué, harcelé, par toute la presse de l'opposition pour des faits personnels, il ne tarda pas à faire sienne la cause qu'il défendait.

Cette lutte, que le gouvernement provoqua avec une imprudence inqualifiable, déchaîna toutes les passions ; la fermentation des esprits atteignit chez quelques-uns le paroxysme de la rage ; elle consolida l'union des libéraux et des catholiques. Tous les hommes éminents et distingués eurent recours à la presse pour défendre l'honneur national outrageusement attaqué par des écrivains étrangers qui étaient venus chercher un asile en Belgique, proscrits ou fugitifs de leur pays. Le gouvernement, se voyant débordé, eut recours à des mesures extra-légales, à un arrêté draconien qui avait été promulgué avant l'adoption de la loi fondamentale, et lorsqu'en 1813 Napoléon menaçait l'Europe d'une nouvelle invasion. Cet arrêté sur la presse, véritable attentat à la constitution, ne fit qu'enhardir les écrivains de

l'opposition. Bientôt le pays fut inondé de pamphlets et de lettres politiques, qui enflammèrent toutes les têtes. Dans l'une de ces lettres, M. de Potter disait au ministre de l'intérieur :

« La fondation d'une ère de liberté et de justice, en
» Belgique, est maintenant assurée, ou, pour parler le
» langage officiel, elle est inévitable; ne l'oubliez pas,
» Monsieur, un seul instant, l'opposition à l'ancienne
» marche du gouvernement, dans quelques mains qu'elle
» tombe, quels que soient ses organes, doit dorénavant
» être invincible, en dépit de tous les obstacles que vous
» pourriez lui opposer. Cette opposition, Monsieur, sera
» constamment soutenue par le sentiment profond et
» indélébile de la violation des droits nationaux et le
» mécontentement général. Ce mécontentement et la
» défense salutaire qui s'est éveillée, garantit la réali-
» sation de nos vœux, le seul but de tous nos sacrifices,
» de tous nos efforts : *la liberté!* »

Il était impossible de jeter un plus superbe défi à la face du gouvernement. Ce passage suffit pour se rendre compte de l'anarchie qui régnait dans les esprits et dans le gouvernement, qui se sentait impuissant à y mettre un terme. Ce gouvernement se décida, cependant, à faire poursuivre en justice MM. de Potter, Tielemans, Dupectiaux, l'abbé de Foere et plusieurs autres personnes; mais si, dans cette circonstance, il obtint un verdict de condamnation, d'autre part l'opinion publique jouit d'un véritable triomphe en entendant défendre publiquement la nature de ses griefs, et les doctrines contenues dans les pamphlets et les articles des journaux qui se trouvaient en cause.

Le procès des écrivains politiques, et leur condamnation au bannissement, mirent le comble à la fermentation des esprits. La mine était chargée; il ne fallait

plus qu'une étincelle, comme disait le comte de Hogendorp, pour mettre le feu aux poudres.

Par une de ces contradictions inhérentes à l'esprit humain, et dont les hommes les plus éminents et les plus réfléchis ne peuvent parfois se défendre, le roi avait contribué à réunir les matières inflammables qui devaient incendier son trône. Si arbitraire, si absolu, quand il s'agissait des droits constitutionnels que revendiquaient les Belges, il avait voulu que le royaume des Pays-Bas méritât le surnom de *terre classique de la liberté*, et, dans cette intention, il avait attiré dans le pays, et surtout à Bruxelles, tous les proscrits de l'Europe, qui ne tardèrent pas à s'allier aux mécontents nationaux, et à les appuyer dans leur résistance au gouvernement.

On atteignit ainsi le mois de juin 1830 sans que les concessions antérieures eussent abouti à rétablir la paix. La situation devint de plus en plus critique : la France s'agitait et se préparait à une de ces évolutions, qui font toujours trembler l'Europe jusque dans ses fondements. La réflexion, la peur et, sans doute, les conseils aidant, Guillaume I^{er} se décida à faire les deux dernières et plus importantes concessions que l'opposition pût exiger de lui : par un arrêté du 4 juin, il rétablit entièrement la liberté du langage, et, par un arrêté antérieur du 27 mai, il enleva quelques-unes des restrictions apportées à l'enseignement.

Le roi, dont les bonnes intentions pour le bonheur de ses peuples ne peuvent être méconnues, dut être cruellement humilié de devoir abandonner ainsi, lambeau par lambeau, son système de fusion, cet édifice politique qu'il bâtissait pour l'avenir, et que, dans son imagination, il voyait sans doute grandir, se développer, atteindre les limites que les dix-sept provinces des

Pays-Bas avaient possédées jadis, s'étendre même jusqu'au Rhin, et se mettre ainsi pour toujours à l'abri des invasions si souvent répétées. Ses sentiments intimes se firent jour dans la polémique, que ses organes poursuivirent avec la même violence, et dans les poursuites judiciaires contre les journaux, poursuites qui ne furent pas suspendues. Il commit ainsi l'imprudenc d'attiser le feu au lieu de chercher à l'éteindre, de prolonger une lutte devenue inutile à la suite de toutes les concessions accordées, dont il détruisait l'effet à plaisir.

Le Courrier des Pays-Bas, l'organe principal de l'opposition libérale, dans un article du mois de juin 1830, démontre quel était l'état des esprits à la suite des concessions, et combien il eût été facile au gouvernement de se les rallier :

« Ce n'est pas, cependant, lorsque le gouvernement
» semble vouloir réparer les injustices dont se plaignent
» les Belges, que nous nous montrerons partisans d'une
» opposition exagérée et violente, et que nous cherchons
» à attiser le feu de la discorde. Nos attaques contre le
» gouvernement ont été constantes, énergiques, peut-être
» même passionnées, mais à quoi en attribuer la faute?
» à une révoltante partialité envers la Belgique. Pou-
» vions-nous l'approuver par notre silence? Lorsque nous
» nous voyions ravir la liberté de l'instruction, et jus-
» qu'au droit de parler notre langue, pouvions-nous
» applaudir à des actes aussi odieux de despotisme? Les
» institutions publiques et les emplois étaient devenus le
» patrimoine exclusif des habitants des provinces septen-
» trionales. Des hommes aussi égoïstes qu'imprudents
» osaient avancer que la Belgique, ayant été réunie à la
» Hollande, devait en quelque sorte être considérée
» comme une conquête soumise au bon plaisir de cette
» dernière. Devions-nous courber

» humblement la tête sous un joug insolent? Quand, à la
» suite d'une polémique animée, le gouvernement, abu-
» sant de sa force, employait contre nous et nos amis
» les moyens les plus coercitifs, les plus violents,
» devons-nous, comme de vils esclaves, ramper aux
» pieds de nos persécuteurs? La Belgique dégradée
» devait-elle subir la domination de la Hollande et souffrir que son nom fût encore effacé de la liste des nations? Non sans doute; notre patience ne pouvait aller jusque-là. Quoique la crise se préparât depuis 10 ans, elle ne se manifesta qu'en 1828. Les motifs qui la firent éclater sont connus du monde entier: il serait superflu de les reproduire ici. Les Belges ne demandaient qu'à vivre en paix et à l'abri de l'oppression; un égal respect pour les habitants des deux parties du royaume, eût conjuré l'orage qui s'annonçait, et prévenu l'exaspération de l'esprit public. Mais devons-nous regretter ce qui est arrivé? Est-ce un malheur pour le pays que la masse de la nation soit un moment sortie du calme dans lequel elle se hâtera de rentrer, si on sait faire ce qui convient sans honte et sans faiblesse? Les Belges ont de tout temps montré un vif amour de leurs privilèges et de leur nationalité, et quiconque a lu leur histoire sait qu'on n'a jamais impunément cherché à porter atteinte à leurs droits. Ce qui arrive est un nouvel enseignement que recueillera leur histoire. Nous espérons qu'il ne sera pas perdu pour les peuples et le gouvernement. »

Cet article résume la situation du pays au mois de juin 1830; il démontre qu'en entrant franchement dans une voie plus libérale, on aurait pu éviter la révolution. En effet, jusqu'à l'attaque de Bruxelles, les prétentions des partis n'allaient pas au delà du redressement des griefs. Du moment où l'on eut recours aux armes,

elles allèrent, comme il arrive d'ordinaire, en progressant.

On a prétendu que le projet de fusion était une chimère, que si le roi eût entièrement satisfait aux prétentions des Belges, la révolution n'aurait fait que se déplacer de Bruxelles à Amsterdam; cette opinion a été émise par des écrivains qui n'avaient jamais quitté la Belgique, jamais vécu au milieu des Hollandais. Nous avons déjà démontré plus haut les progrès qu'avait faits la fusion vers l'année 1828 : il nous reste à démontrer, par un fait dont nous avons été témoin, combien était grande l'influence que le roi exerçait sur ses compatriotes.

En 1826, Guillaume sentit la nécessité de reformer le régime colonial des Grandes-Indes : c'était une tâche considérable; il fallait s'attaquer ici à un parti exclusivement hollandais, très-puissant dans les colonies et non moins en Hollande, où il s'appuyait sur de grands intérêts. C'était là une question toute hollandaise qui intéressait bien autrement les Hollandais, que de savoir si l'on permettrait en Belgique l'usage de la langue française, ou si l'on abolirait le monopole de l'enseignement, qui n'avait pour but que d'interdire au clergé catholique l'entrée des écoles, monopole qui ne les inquiétait nullement puisque la majorité de la population est protestante. Eh bien, cette importante mission le roi osa la donner au vicomte Du Bus de Ghizignies, Belge et de plus très-fervent catholique. Qu'en résulta-t-il? On bouda quelques jours; mais, au bout d'un mois, tout le monde se soumit avec empressement aux volontés du délégué du roi. M. Du Bus fit plus, il dépassa les limites de sa mission et organisa un culte catholique dans les principales villes, sans causer le moindre étonnement ni la moindre émotion parmi une population qui n'avait jamais

vu de prêtre catholique. La mission de M. Du Bus aux Indes peut être considérée comme un premier essai de fusion opéré au centre du vieux parti hollandais.

Cette mission, comme plus tard le mariage du roi avec la comtesse d'Oultremont, mariage qui n'entama point non plus sa popularité, démontre à l'évidence qu'il exerçait une influence toute-puissante sur ses concitoyens, et que s'il avait jamais nourri des préventions contre la religion catholique, elles avaient, du moins, considérablement perdu de leur intensité. Encore quelques années d'attente, et l'avènement du prince d'Orange au trône allait donner aux Belges, dans le royaume des Pays-Bas, la position qui leur était assignée par leur force numérique, par leur activité, et par cette promptitude de conception dont la nature a privé en partie les populations des Pays-Bas septentrionaux. Nous le répétons, le roi Guillaume jouissait, aux yeux de ses compatriotes de toutes classes, d'un prestige, d'un ascendant, que peu de souverains possèdent en Europe, et qui lui eût permis d'entreprendre à l'égard de la Belgique tout ce qu'il eût voulu.

La fermentation que produisit en Hollande le pétitionnement fut le résultat des manœuvres du gouvernement; il ne prêta d'abord qu'au rire et à la pitié pour un peuple qui se laissait entraîner par ses prêtres, et sembla la contrefaçon de la ridicule révolution de 1788, dirigée par le misérable avocat Van der Noot. Lorsque le véritable mouvement éclata, l'indignation s'empara de toutes les âmes; c'était, comme nous l'avons dit ailleurs, l'indignation des patriciens romains en apprenant la révolte de l'esclave Spartacus. C'est que les Hollandais voyaient mieux et plus loin que nous dans nos propres affaires : leur esprit réfléchi comprenait parfaitement que cette union des partis sous la devise de la liberté,

en tout et pour tous, nous conduirait tout droit à un régime théocratique, et que les libéraux, tôt ou tard, seraient les dupes du clergé.

Le plus grand tort du roi fut de s'aliéner tous les partis et de n'avoir cherché à s'appuyer que sur les industriels et les commerçants, lesquels étaient incapables de paralyser l'activité et l'influence, non-seulement du parti catholique qui régnait sur les campagnes, mais du parti libéral qui disposait exclusivement des masses dans les grands centres de population, et de tous les anciens militaires répandus sur la surface du pays. Chose curieuse, le roi eût bien accueilli le parti catholique; il alla même au devant de lui, en appelant MM. Du Bus et de la Coste, tous deux fervents catholiques, aux postes les plus élevés de l'État; mais les membres les plus marquants de ce parti voulaient tout ou rien, et il n'y eut pas moyen de s'entendre. Quant au parti libéral, le roi le repoussa toujours à cause de ce qu'il prenait à tort pour des tendances françaises. Il crut, jusqu'au dernier moment de son règne en Belgique, que les libéraux n'attendaient que l'occasion de se mettre sous la protection de la France, et cependant, à l'heure de l'adversité, il trouva dans ce camp de nombreux partisans.

Ainsi, n'ayant su se ménager aucun des deux grands partis, il les mécontenta tous deux, et ceux-ci finirent par combler l'abîme qui les séparait : ils s'unirent pour combattre l'ennemi commun. Le parti libéral n'accepta, toutefois, l'alliance, que lorsqu'il eut perdu tout espoir de ramener le roi à des sentiments plus conformes à ses intérêts. Si la révolution a réussi, c'est parce que les catholiques surent constamment s'effacer, et, pendant le combat, rivaliser de libéralisme avec leurs ennemis naturels, espérant bien s'emparer d'une influence

dominante dans l'État, aussitôt que la révolution se serait consolidée.

Nous-nous sommes arrêté un moment pour rectifier des opinions erronées émises pendant ou peu après la révolution, et que plus que tout autre de nos compatriotes nous sommes à même de réfuter, ayant longtemps vécu au milieu des Hollandais.

On a vu plus haut que le roi, forcé dans ses derniers retranchements par l'agitation formidable organisée à l'intérieur, et par l'approche de l'orage qui planait en ce moment même sur la France, avait fait toutes les concessions qu'il lui était possible de faire. La cause de la lutte disparaissant, celle-ci devait cesser faute d'aliments. *Le Courrier des Pays-Bas* annonçait au gouvernement, avec une grande fierté, il est vrai, qu'il avait déposé les armes; mais le roi, emporté par son caractère, humilié de voir un labeur de quinze années aboutir à une défaite complète, convaincu par-dessus tout de ses bonnes intentions, le roi, disons-nous, autorisa ses écrivains à continuer une guerre de partisans contre les journaux de l'opposition, dont la plupart étaient déjà au désespoir de voir se terminer une lutte dont ils s'étaient promis de tout autres résultats, sans cependant pouvoir préciser leur but.

Tout à coup, au milieu de cette espèce d'armistice, une réaction s'opéra dans l'esprit du roi, il anéantit d'un trait de plume le résultat de toutes les concessions faites avec tant d'amertume : il décréta l'établissement définitif de la haute cour de justice à La Haye, au centre de la Hollande! Cette nouvelle tomba comme un coup de foudre au milieu des populations belges. L'impopularité de cette mesure alarma jusqu'aux amis les plus sincères du gouvernement. A cette première nouvelle succéda l'annonce que la haute cour serait présidée

par Van Maanen. Le premier moment de stupéfaction fut suivi de l'irritation des masses qui se réveillèrent ; la presse secoua ses torches incendiaires, et le gouvernement se précipita au milieu de la mêlée. Une lutte suprême s'engagea, lutte dans laquelle le gouvernement ou l'opposition devait succomber.

Sans doute, il était de bonne politique de mettre les grands établissements de l'État à l'abri des invasions rapides et imprévues des Français, mais le moment était-il bien choisi pour opérer ce transfert, et en faire comprendre les motifs aux Belges. Dans l'intérêt général, en supposant qu'on prévît une révolution en France, toujours effrayante pour les États voisins, n'eût-il pas été préférable de choisir une ville dont la situation fût plus centrale, telle que Bréda, place forte, qui, par sa population catholique, jadis conquise sur la Belgique, pouvait être considérée comme mi-belge et mi-hollandaise, et d'en faire un foyer de fusion, en même temps qu'un grand centre de défense ?

Quoi qu'il en fût, pendant que la lutte se poursuivait ainsi en Belgique, le roi et les princes séjournaient à La Haye, contemplant de loin l'anarchie qui menaçait leur domination, sans songer à se rendre sur les lieux de l'incendie pour chercher à l'éteindre, ni à prendre des mesures militaires ou dictatoriales, autorisées par les circonstances, pour prévenir de grands malheurs.

On approchait ainsi de la fin du mois d'août 1830. La fatalité allait de nouveau mettre à une rude épreuve la maison d'Orange-Nassau, arrivée récemment au comble de ses désirs, à la souveraineté de l'héritage de Charles Quint, du plus important royaume de second ordre, qui, par ses ressources, avait le droit d'espérer qu'un jour il jetterait son influence dans la balance des destinées du monde. Une politique peu intelligente, des

préventions et des préjugés nationaux, l'inflexibilité du caractère du roi, devaient de nouveau provoquer la séparation de deux pays, que les intérêts politiques et territoriaux lient étroitement, et dont l'un ne peut être menacé, sans que l'autre coure de grands périls.

La providence, qui se complait d'ordinaire à faire naître les contrastes dans les grandes évolutions qu'elle provoque parmi les peuples, semblait avoir destiné pour l'époque de l'explosion de la révolution, une de ces grandes fêtes nationales, qui mettent toute la population en émoi. Bruxelles ouvrait sa première exposition triennale, et montrait, aux yeux du monde, le génie belge renaissant après un sommeil de trois siècles, et présentant, avec un juste orgueil, les produits variés de son industrie.

Ce fut au milieu de ces réjouissances que la nouvelle de la révolution de juillet se répandit dans le public avec une rapidité électrique. Un enthousiasme, une satisfaction indicible s'emparèrent du peuple, lorsqu'il lut les récits des combats soutenus par les Parisiens, et il s'excita bientôt à suivre cet exemple.

CONCLUSION.

L'histoire du règne de Guillaume I^{er} en Belgique, que nous venons d'esquisser, contient de profonds enseignements, qui méritent d'être livrés à la méditation de tous les hommes consciencieux de tous les partis, dévoués à la nationalité, à l'indépendance et à l'honneur de leur pays.

Nous nous trouvons, en ce moment, en face d'un défilé bordé de précipices. Si nos guides manquent de sagacité, si leurs actions ne sont basées que sur l'égoïsme et l'intérêt personnel, s'ils méconnaissent les

intérêts généraux de l'humanité, la nationalité belge, pareille à ces météores qui brillent un instant d'un grand éclat, disparaîtra pour toujours dans les ténèbres.

Nous ne pouvons nous maintenir dans la grande famille européenne, vu l'exiguité de notre territoire, qu'en nous créant une grande force morale, en devenant un peuple d'une individualité très-caractérisée, en nous maintenant à la hauteur des peuples initiateurs, ce qui, loin d'exclure les principes religieux, les provoquera à se développer : témoins l'Angleterre et l'Écosse.

En 1830, tous les partis ont pris pour devise « *la liberté en tout et pour tous!* » Sont-ils restés fidèles à leur drapeau? Un coup-d'œil rapide jeté sur les dernières années pourra servir de réponse à ces questions.

Guillaume I^{er} voulait pour lui le monopole de l'enseignement, afin de le soustraire à l'influence délétère des partis, et dans l'intérêt de la civilisation.

Aujourd'hui le clergé, non content d'exercer son influence sur l'enseignement moyen et primaire, veut encore l'étendre aux universités de l'État, créées à cette seule fin de les y soustraire. Ces établissements sont destinés à l'enseignement de la science des sciences, ils tendent à maintenir la Belgique au niveau civilisateur des peuples les plus avancés. Si cet enseignement n'est pas libre, s'il est soumis à l'influence d'un culte quelconque, *la raison* doit en être expulsée, la raison que la philosophie spiritualiste considère comme la voix de Dieu guidant l'homme à la recherche de la vérité. Dès ce moment, l'individualité humaine doit s'effacer en Belgique, et la civilisation européenne s'arrêter sur nos frontières, qui devront être commises à la garde d'un cordon sanitaire.

Abusant de la devise utopique de *la liberté en tout et pour tous*, le clergé a déjà couvert la Belgique de plus de couvents qu'il n'en existait sous Marie-Thérèse et Joseph II. Il ne leur manque plus que les richesses qu'ils possédaient jadis, et qui consistaient dans les trois-quarts de la propriété territoriale. Si les efforts du clergé pour les obtenir sont couronnés de succès, ce ne sera qu'aux dépens de la population. Nous approchons ainsi à grands pas d'un régime théocratique dont l'histoire nous fait connaître les résultats : appauvrissement et décroissance de la population, ruine du commerce et de l'industrie, et, par suite, diminution des ressources de l'État. C'est ainsi que, sous le régime d'avant 1790, la Belgique pouvait à peine entretenir quatre régiments de troupes avec ses places fortes, et fut obligée d'abandonner la garde de ces dernières à la petite mais industrieuse république des Provinces-Unies, dont notre patrie devenait ainsi la vassale.

On peut conclure, de ce qui précède, combien le parti catholique est peu rationnel dans sa politique. Si son système avait des chances de durée, nos objections devraient fort peu le toucher ; mais, s'il est démontré que ce système n'a pas de base, qu'il est compromettant pour la nationalité et l'indépendance du pays, pour l'influence du clergé lui-même, il nous semble que le bon sens et l'intérêt de sa cause devraient l'engager à modifier sa politique, à mieux l'adapter aux intérêts permanents du pays, à la civilisation moderne enfin, dont il ne pourra arrêter l'influence qu'en copiant la Chine et en entourant la Belgique d'une muraille.

Ainsi, le grand grief du monopole de l'enseignement, le clergé veut s'en emparer aujourd'hui au nom de *la liberté en tout et pour tous* !

Un autre grand grief, celui qui a servi d'étendard à

tous les partis, a été l'introduction forcée de la langue hollandaise comme langue nationale, comme langue de la majorité. Or, il n'existe aucune différence entre le hollandais et le flamand, si ce n'est que le hollandais est plus cultivé, qu'on le parle comme on l'écrit, et qu'il est purgé de tous les barbarismes qui font aujourd'hui du flamand un des dialectes les plus incultes de l'Europe. Guillaume I^{er}, ainsi que nous l'avons déjà dit, en insistant avec ténacité sur l'introduction de la langue hollandaise, pensait, avec tous les législateurs, qu'il n'y a pas de nationalité sans une langue qui lui soit propre, et la rende distincte de celle de ses voisins; qu'une nationalité qui en est dépourvue, est toujours menacée d'absorption.

Aujourd'hui, le parti catholique justifie Guillaume I^{er}. Considérant le flamand comme la langue de la majorité, il travaille en secret à la rendre dominante. Ce sera une œuvre difficile, quoiqu'il ait pour lui une persévérance qu'on ne peut lui dénier. Mais ici se présente une objection qui ne manque pas de gravité et qui démontre son inconséquence. En introduisant la langue flamande comme celle de la majorité, nous nous éloignerons de la France, pour nous rapprocher de la Hollande, avec laquelle les Flamands ont bien plus d'affinité. Nous tomberons de Charybde en Scylla!

Guillaume I^{er}, en voulant imposer le bas-allemand ou hollandais à la Belgique, prenait la langue de la grande majorité de la population, langue possédant une littérature que le libre examen a élevée à la hauteur des idées dominantes, et pouvant servir d'interprète à la civilisation la plus avancée. Mais le flamand étant dépourvu de toutes traditions littéraires, force lui sera d'avoir recours à la littérature hollandaise, que les écrivains et les journalistes flamands s'ingénient déjà à imiter tant

bien que mal. Si le projet du parti catholique atteint son but, nous introduirons un second cheval de Troie dans nos murs, renfermant en ses flancs l'influence hollandaise armée du libre examen, en même temps que la discorde entre les Wallons et les Flamands.

Nous apprécions parfaitement les dangers que court notre nationalité depuis que nous avons adopté la langue française comme langue officielle : le mal est fait, la révolution de 1830 l'a voulu, et nous la croyons retranchée dans une position inexpugnable. Il est légitime d'aviser aux moyens de repousser l'assimilation qu'elle nous apporte ; mais il y a d'autres barrières qu'une langue distincte pour éviter l'absorption : ce sont les institutions, et les mœurs qu'elles créent. Développons celles que nous possédons, élevons progressivement nos populations au-dessus du niveau où se trouvent celles des puissances qui nous avoisinent, créons-nous une force morale plus grande que celle dont elles jouissent. Cette force-là sera plus énergique, pour préserver notre nationalité de tout attentat, qu'une force numérique double, triple de celle que nous avons. Mais cette force morale, vous ne l'obtiendrez pas en abaissant l'individualité humaine, en restreignant la liberté de l'enseignement, en voulant arrêter aux frontières les idées qui dominent la civilisation moderne.

Cette même force morale pourra aussi devenir, dans telle circonstance donnée, une arme offensive, qui nous permettra peut-être, un jour, de franchir les limites que la diplomatie nous a assignées, et de jouir de la loi de développement qui préside à la vie des individus comme à celle des peuples : loi dont l'absence les condamne à l'impuissance ou à une mort prématurée !

En résumé, voici donc les deux grands griefs, *le monopole de l'enseignement et l'introduction de la langue hol-*

landaise, tant reprochés à Guillaume I^{er}, adoptés par le parti catholique, comme le fondement de sa politique!

Si les tendances qui se font jour atteignent leur but, le peuple belge enregistrera dans son histoire, comme un événement néfaste, la révolution de 1830, que la génération de cette époque appelait la glorieuse; il donnera à la mémoire de Guillaume I^{er}, et de son ministre Van Maanen, la plus éclatante réparation.

P.-A. HUYBRECHT.

LA NAISSANCE DE CHARLEMAGNE

ET

LA PATRIE DES CARLOVINGIENS.

A la demande d'une personne qui désire garder l'anonyme et qui offre deux prix, l'un de 3,000 francs, l'autre de 6,600, la classe des lettres de l'Académie royale de Belgique vient de mettre au concours les questions suivantes :

- « 1° Charlemagne est-il né dans la province de Liège?
- » 2° Exposer l'origine belge des Carlovingiens; discuter les faits de leur histoire qui se rattachent à la Belgique. »

La première question a déjà donné lieu, au sein de l'Académie, à une lutte pleine d'intérêt entre MM. Polain et Arendt. L'un et l'autre y ont lu des dissertations qui attestent beaucoup de science, mais qui aboutissent à d'assez pauvres conclusions. Suivant M. Polain, il est probable que Charlemagne est né en France; suivant